

*Publishing Company Limited* à Midland (Ontario) renferme un article dont je veux consigner un extrait au compte rendu:

Nous croyons que M. Diefenbaker est animé du désir sincère de donner au Canada un bon gouvernement, et d'un désir non moins sincère de faire de l'agriculture une industrie qui se respecte et se suffit.

S'il découvre que certaines promesses préélectorales ont été faites à la hâte et sans une idée claire de tout ce qu'elles comportaient et si une étude plus approfondie des problèmes le convainc que certaines des mesures remédiatrices promises feraient probablement plus de mal que de bien, il n'hésitera pas, croyons-nous, à faire ce qu'il jugera dans l'intérêt du pays et de l'industrie agricole, plutôt que ce qui est plus conforme à la lettre de ses promesses.

Il devrait avoir à cet égard l'appui de tous les partis représentés à la Chambre.

Les députés qui estiment qu'on a trop promis à l'agriculture ne sont certes pas très nombreux. Un autre article de la même publication s'intitulait: "Il faut commencer par le prix sur le marché." En voici un extrait:

On dit que le ministre de l'Agriculture, M. Harkness, étudie la question d'un rapport équitable entre les prix payés pour les produits agricoles et les prix payés aux producteurs.

Une étude de ce genre veut d'abord que l'on détermine le prix équitable de tout produit.

On peut trouver la réponse à cette question dans une décision que M. le juge W. J. Schwenger a rendue en décembre dernier dans une affaire d'arbitrage intéressant l'industrie laitière. Voici:

"La valeur brute de 100 livres de lait n'est pas ce que sa production coûte dans des circonstances normales, mais ce qu'elle pourra rapporter sur le marché disponible. La valeur nette de 100 livres de lait doit être ce rendement brut, moins les dépenses de transport et de transformation."

Si cela vaut pour l'agriculture, pourquoi pas pour toute industrie? Combien d'industries aujourd'hui écoulent leurs produits sur les marchés à n'importe quel prix? L'agriculture ne devrait pas se trouver dans une situation différente. Le cultivateur a le droit de rentrer dans ses frais de production et, en plus, a droit à un bénéfice raisonnable sur ses immobilisations. C'est là ce qui indispose le consommateur et le porte à ne plus avoir aucun égard pour l'agriculteur. Je continue ma lecture:

Toute denrée commerciale n'a d'autre valeur que celle qu'elle obtient sur le marché. Le gouvernement doit donc voir à ce que rien n'empêche le libre fonctionnement du marché, car ce que dicte le marché, il le dicte à tous les intéressés.

Dans ce même numéro nous trouvons cette déclaration importante et portant comme titre: "Il est temps de définir la prospérité agricole."

Voici la question qui se pose: si les contribuables canadiens doivent fournir 75 p. 100 du capital dont les cultivateurs ont besoin, donner aussi les monopoles du marché canadien aux offices d'organisation du marché régis par les cultivateurs, et, en plus de tout cela, payer des taxes plus élevées pour maintenir les prix agricoles à des niveaux satisfaisants pour les cultivateurs, de quel

profit l'industrie agricole serait-elle pour le pays? Ce serait une industrie de mendiants, vivant d'après ce qu'elle recevrait du gouvernement et non d'après la valeur des services qu'elle rend à la population.

Il faudrait beaucoup d'imagination pour la qualifier de vraiment prospère, d'industrie rentable et qui se respecte.

Je suis sûr qu'aucun représentant de l'industrie agricole veut qu'on lui fasse l'aumône et qu'on lui donne ce qui ne lui revient pas de droit. Il faut corriger ces déclarations pour que les consommateurs sachent dans quelles conditions nous nous trouvons.

J'aimerais consigner une autre citation:

Nous avons tous entendu parler de la loi de Parkinson. Elle dit que dans la fonction publique le travail sera toujours étendu de manière à occuper tout le temps disponible pour son exécution.

La même loi semble s'appliquer aux dépenses quand le gouvernement les acquitte.

L'agriculture, dit-on plus loin dans l'article, est une industrie de production où les prix de revient sont élevés; elle ne peut affronter la concurrence sur le marché libre sans l'aide de l'État. Je poursuis la citation:

De plus en plus nos cultivateurs se tournent vers le gouvernement afin qu'il résolve leurs problèmes pour eux. Ils s'en remettent de plus en plus à leur influence politique, et moins à leurs aptitudes agricoles.

Je ne crois pas que beaucoup de cultivateurs aient cherché à gonfler leurs frais de production, afin d'avoir plus de motifs de demander de l'aide à l'État.

J'aimerais dire un mot du bill sur la stabilisation qui a été présenté l'an dernier. C'est une mesure dont nous devons nous enorgueillir. Je crois que c'est la solution à notre problème agricole, mais il faudra y apporter des modifications de temps en temps. Nous avons établi quelques prix de soutien. Dans certains cas, quelques-uns d'entre nous pensent qu'ils ne sont pas assez élevés; d'autres sont d'avis qu'ils sont trop élevés. Toutefois, c'est un pas dans la bonne voie et, si la mesure est soigneusement appliquée, elle peut se révéler d'un grand secours pour l'agriculture.

Nous avons beaucoup entendu parler d'inefficacité. Pour moi, cela doit être une piètre excuse pour ne pas accorder d'attentions à l'agriculture. La plupart de nos cultivateurs sont efficaces. Bien d'autres industries ne se sont pas révélées aussi efficaces que l'agriculture. Il est vrai que quelques cultivateurs ne sont pas efficaces, mais la plupart de nos cultivateurs produisent certainement autant et probablement plus que n'importe qui dans toute autre industrie.

J'ai aussi parlé du blé, mais nous nous devons songer que le marché mondial du blé est à la baisse. Et, d'année en année, il baisse de plus en plus non parce que nous n'avons pas trouvé les marchés mais parce que d'autres facteurs viennent nous influencer sous